

Martha HARNECKER
et Gabriela URIBE

[c 1973-1974]



Cahier de formation 6-4

LA LUTTE DES CLASSES

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Martha HARNECKER et Gabriela URIBE

LA LUTTE DES CLASSES.

Cahier de formation 6-4. Montréal : Centre de formation populaire, c
1973-1974, 20 pp.

Le Centre de formation populaire : <http://lecfp.qc.ca/>

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

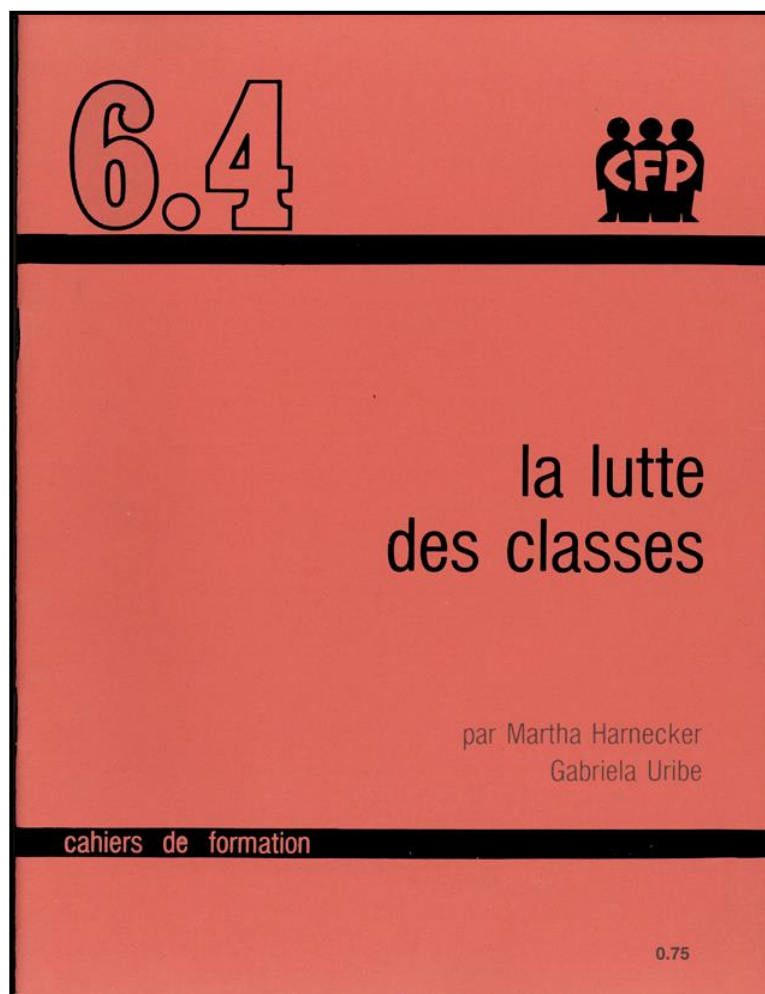
Édition numérique réalisée le 17 juillet 2022 à Chicoutimi, Québec.





Martha HARNECKER et Gabriela URIBE

LA LUTTE DES CLASSES.



Cahier de formation 6-4. Montréal : Centre de formation populaire, c 1973-1974, 20 pp.

**Cahier de formation 6-4
LA LUTTE DES CLASSES**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Série 6

- 6.1. exploiters et exploités
- 6.2. exploitation capitaliste
- 6.3. les classes sociales
- 6.4. la lutte des classes
- 6.5. le parti : avant-garde du prolétariat
- 6.6. le parti : son organisation
- 6.7. dirigeants et masses
- 6.8. stratégie et tactique

On peut se procurer ces cahiers au Centre de Formation Populaire,
1750 St-Denis, Montréal H2X 3K6. Tél. : 842-2548

IMPRIMERIE QUÉBÉCOISE, 325 est, rue Mont-Royal, 284-3452.

Ces Cahiers d'Education Populaire ont été faits au Chili, d'abord pour des Chiliens, à partir de la conjoncture chilienne. Mais les questions qu'ils soulèvent, les concepts qu'ils éclaircissent nous sont apparus d'un intérêt beaucoup plus large. Ces textes peuvent devenir un instrument précieux pour les militants québécois dans la mesure où ils éclaircissent des concepts de base pour l'analyse et la compréhension de notre société et dans la mesure où ils aideront à mieux situer nos luttes.

Quand c'était possible, les exemples chiliens ont été remplacés par des exemples québécois ou canadiens. Pour les textes où l'orientation était nettement chilienne et où une simple transposition des exemples n'aurait pas eu de sens, une courte annexe est présentée afin de situer le Québec face à la question traitée. Ce sera le travail des militants, par leurs discussions et leurs recherches, de pousser plus loin dans cette direction.

Enfin, nous ne pouvons qu'espérer qu'une meilleure connaissance du cas chilien nous aide à toujours mieux poursuivre la lutte déjà entreprise au Québec.

Source : Ce cahier est le produit du travail des ouvriers de Quimantù.

Traduction et adaptation: Michel Patenaude

Ce cahier est le résultat du travail de collaboration entre le Centre de Formation Populaire et le Secrétariat Québec Amérique Latine.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[1]

**Cahier de formation 6-4
LA LUTTE DES CLASSES**

PROLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Les révolutions ne sont pas faites par les individus, par les personnalités, aussi brillantes qu'elles soient. Les révolutions sociales sont faites par les masses populaires. Sans la participation des masses, il n'y a pas de révolution. Pour cette raison, c'est une des tâches les plus urgentes du moment que les travailleurs s'éduquent, qu'ils élèvent leur niveau de conscience, qu'ils se rendent capables de répondre aux nouvelles responsabilités qui surgissent du processus révolutionnaire que vit notre pays.

Pour collaborer à cette tâche, Quimantù a décidé de publier une série de cahiers d'éducation dont l'objectif est justement d'essayer de présenter sous une forme pédagogique, en même temps que rigoureuse, les instruments théoriques les plus importants pour comprendre ce processus et déterminer quelles sont les caractéristiques de cette nouvelle société que nous voulons construire.

Si nous voulons transformer notre société, nous devons d'une part comprendre quelles sont actuellement ses caractéristiques fondamentales (comment s'explique son caractère capitaliste dépendant, quel rôle a joué l'impérialisme dans notre situation actuelles de sous-développement) et, d'autre part, déterminer sur quelles forces sociales la classe ouvrière peut compter pour lutter contre cette situation.

De plus, nous devons connaître par quel processus historique les forces populaires ont pu arriver à cette victoire, celle-ci n'étant que le résultat d'une longue période de lutte de classes durant laquelle notre pays fut baigné par le sang des ouvriers, des travailleurs de la terre et des étudiants.

Mais pour répondre à ces questions, nous devons d'abord étudier certains sujets : par exemple, quelle est l'origine de l'exploitation des travailleurs et comment cette exploitation se manifeste-t-elle dans le système capitaliste ; pourquoi le marxisme soutient-il que le système capitaliste doit disparaître ; pourquoi affirme-t-on qu'il est nécessaire, dans un premier temps, de détruire les monopoles ; quel est le système social qui solutionne les problèmes créés par le capitalisme.

Enfin, si chacun de ces textes couvre un thème qui peut être compris sans nécessairement recourir à la lecture des autres, il est préférable de les étudier dans l'ordre de la série, les thèmes se complétant les uns les autres. De toute manière, on signale dans chaque cahier, par des notes, dans quel numéro de la série sont traités plus à fond les thèmes qui n'y sont que mentionnés.

M.H. et G.U.

[2]

**Cahier de formation 6-4
LA LUTTE DES CLASSES**

SCHÉMA

[Quatrième de couverture](#)

[Prologue](#) [1]

1. [La lutte des classes et ses différents types](#) [3]

Définition du concept de lutte des classes. Lutte des classes aux différents niveaux de la société : lutte économique, lutte politique, lutte idéologique.

2. [Les formes de la lutte des classes](#) [6]

Formes légales et illégales, pacifiques et violentes : leur rapport avec la situation historique concrète. Deux déviations : le volontarisme, le spontanéisme

3. [Les classes sociales au Chili](#) [8]

I) [Les classes et groupes urbains](#)

A. [Les classes sociales urbaines](#) [9]

1. La bourgeoisie urbaine

- a) Les capitalistes monopolistes ou grande bourgeoisie monopoliste.
- b) La grande bourgeoisie non monopoliste.
- c) Les capitalistes moyens et petits.

2. La petite bourgeoisie urbaine.

Les trois sous-groupes par lesquels elle se divise

3. Le prolétariat urbain et minier.

B. [Les groupes sociaux urbains.](#) []

1. Les employés de l'État.

- a) La haute bureaucratie étatique.
- b) Employés de l'administration publique.

2. La petite-bourgeoisie intellectuelle.

Ceux qui travaillent dans les appareils idéologiques de l'État. Les professions libérales. Les étudiants.

3. Les administrateurs et superviseurs des entreprises.

Leur rôle à l'intérieur du capitalisme et dans le socialisme.

II. [Les classes sociales rurales](#) [16]

1. La grande bourgeoisie agraire
2. La moyenne bourgeoisie agraire
3. La petite bourgeoisie agraire
4. Le prolétariat agricole
5. Les “asentados”

[Conclusion](#) [19]

[Questionnaire](#) [20]

[3]

**Cahier de formation 6-4
LA LUTTE DES CLASSES**

1. La lutte des classes et ses différents types

[Retour à la table des matières](#)

Définition du concept de lutte des classes. Lutte des classes aux différents niveaux de la société : lutte économique, lutte politique, lutte idéologique.

Nous avons déjà vu comment les classes sociales antagonistes de la société capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat, sont des groupes sociaux ayant des intérêts opposés. Or, de quelle façon se manifestent ces intérêts opposés dans la vie concrète ? Ils se manifestent par des affrontements continus à différents niveaux, dans une lutte pour imposer ses propres intérêts à la société. On appelle lutte des classes l'affrontement qui se produit entre deux classes antagonistes quand celles-ci luttent pour leurs intérêts de classe. Ceci veut-il dire que tout affrontement entre les ouvriers d'une usine et leurs patrons doit être considéré comme l'expression d'une lutte de classes ? Non : dans plusieurs cas il ne s'agit que d'un germe de lutte de classes. Par exemple, quand telle lutte partielle des ouvriers d'une usine contre leur patron n'est pas reliée à la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et son gouvernement.

Mais, supposant que l'on réussisse à mobiliser toute la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie, pourrions-nous dire qu'il s'agira d'une véritable lutte de classes ? Pas nécessairement : cette mobilisation peut aussi n'être qu'un germe de lutte de classes si la classe ouvrière n'agit que pour ses intérêts immédiats, par exemple, le salaire minimum ou la réduction de la journée de travail.

Quelles conditions sont donc exigées pour que nous puissions véritablement parler de lutte des classes. Il faut que l'affrontement qui se produit entre les ouvriers et leurs patrons fasse partie de la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son gouvernement et que, tout en défendant les intérêts immédiats de ce groupe de travailleurs, il soit relié à la lutte organisée de cette classe pour la réalisation de ses intérêts à long terme, c'est-à-dire, la lutte pour la conquête du pouvoir politique, pour la destruction de la société capitaliste et la construction de la société socialiste.

Pour que s'accomplissent ces conditions, il est nécessaire que la classe ouvrière soit organisée en tant que classe au niveau national à travers son organisation syndicale, et que ses luttes soient orientées par un parti ouvrier qui rassemble les secteurs les plus avancés de cette classe, de cette manière, la lutte pour des objectifs immédiats d'un groupe de travailleurs peut créer un lien avec les objectifs à long terme de toute la classe ouvrière. Toutes ces conditions ne se rencontrent pas encore au Québec. Dans une large mesure, le travail de syndicalisation reste à faire ; l'unité syndicale n'est pas assurée ; l'esprit et la pratique d'un syndicalisme d'affaires sont très présents ; de plus, les travailleurs n'ont pas encore leur propre parti.

Après avoir défini ce que nous entendons par lutte de classes en général, nous devons étudier les différents types de lutte que nous pouvons distinguer dans les affrontements entre les classes sociales opposées. Nous pouvons distinguer entre des affrontements au niveau économique (processus de production), au niveau idéologique (les idées), et au niveau politique (l'appareil étatique). Nous distinguons donc trois types de lutte de classes : économique, idéologique et politique.

a) Lutte économique

La lutte économique est l'affrontement qui se produit entre les classes opposées au niveau de l'infrastructure, ou secteur économique. Cet affrontement se caractérise par la résistance qu'opposent les classes exploitées aux classes exploitrices.

Lénine définit la lutte économique du prolétariat de la façon suivante : “La lutte économique est la lutte collective des ouvriers contre les patrons pour obtenir des conditions avantageuses de vente de la force de travail, pour améliorer les conditions de travail et de vie des ouvriers.”

Le syndicalisme est la forme d’organisation que s’est donnée la classe ouvrière pour réaliser cette lutte de type revendicatif. C’est une organisation qui tend à réunir toute la classe ouvrière, sans distinction de croyance ou d’appartenance politique, afin de lutter pour ses intérêts communs immédiats.

Elle permet d’obtenir une union et une organisation toujours plus grandes de la classe ouvrière et élève son niveau de conscience de classe, la préparant aux affrontements de niveau supérieur qui vont supprimer définitivement son exploitation : la lutte pour le pouvoir politique.

Le degré d’organisation et de croissance atteint par la classe ouvrière et l’ampleur de ses luttes, fondamentalement économiques, doivent la préparer à affronter des tâches supérieures, tâches d’ordre politique, qui ne se limitent pas à améliorer les conditions de vie et de travail, mais qui cherchent à détruire de façon définitive les causes de l’exploitation.

Mais, sur ce terrain, nous ne pouvons encore chanter victoire ; des positions étroites, locales et économicistes subsistent encore à l’intérieur de certains secteurs du mouvement ouvrier ; en effet, ceux-ci perdent souvent de vue les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble et se limitent à mener des batailles qui ne sont avantageuses qu’à très court terme, et encore.

b) Lutte idéologique

La lutte de classe se fait aussi sur le terrain des idées ; en effet, les idées bourgeoises contribuent à maintenir la domination de la classe exploitante sur la classe exploitée. La bourgeoisie réussit à imposer ses idées parce que, grâce à son pouvoir économique, elle contrôle les institutions qui servent à la diffusion des idées : radio, presse, télévision, cinéma, écoles, universités, etc. Les idées bourgeoises pénètrent dans toutes les activités de la société et réussissent même à s’introduire dans

les organismes de la classe ouvrière si celle-ci ne réussit pas à maintenir une attitude de vigilance constante.

Nous appellerons cette lutte sur le terrain des idées la lutte idéologique. C'est une lutte sans trêve. Si on ne combat pas de façon continue la pénétration des idées bourgeoises au sein de la classe ouvrière et du peuple, on n'arrivera jamais à une conscience révolutionnaire capable de porter la lutte jusqu'à ses conséquences ultimes. Ceci est difficile, car la bourgeoisie use souvent d'un langage pseudo-révolutionnaire pour confondre les masses et, ainsi, affaiblir nos propres bannières de lutte. Un exemple de ceci peut être l'utilisation du coopératisme en régime capitaliste, présenté comme une solution durable à l'exploitation des travailleurs. L'idéologie prolétarienne lutte pour supprimer les inégalités sociales et non pour transformer un groupe de travailleurs en privilégiés par rapport à leurs camarades de classe. Pour contrecarrer ces idées, la classe ouvrière doit s'armer de la théorie révolutionnaire ; elle doit savoir clairement quels sont les objectifs finaux pour pouvoir combattre à tout moment les idées bourgeoises qui lui sont présentées.

c) Lutte politique

La lutte politique est l'affrontement qui se produit entre les classes antagonistes au niveau du secteur juridico-politique de la société ; autrement dit, c'est la lutte des exploités contre les lois et les institutions qui maintiennent les classes exploitantes. Dans la société capitaliste, elle s'étend des luttes des ouvrières pour de plus grandes libertés politiques jusqu'à sa forme définitive, la lutte pour le pouvoir politique afin de détruire le capitalisme et d'instaurer une nouvelle société, la société socialiste.

[5]

Certains aspects des grèves de mai '72 nous fournissent un exemple de lutte politique au Québec. Forcer l'État à se définir comme employeur et le pousser à montrer son vrai visage (l'État au service de la bourgeoisie) constituaient des objectifs proprement politiques. S'attaquer aux lois bourgeoises comme les travailleurs l'ont fait à ce moment et réclamer le droit de grève pour tous les travailleurs, cela aussi constituait une bataille politique.

Or, ces différents types de lutte ne sont pas indépendants les uns des autres, mais au contraire, ils se combinent et forment une unité dans laquelle un type de lutte domine sur les autres. En effet, chaque type de lutte n'est qu'un aspect de la lutte des classes qui se mène de façon simultanée aux trois niveaux de la structure sociale.

Ainsi, par exemple, dans une grève où le type dominant de lutte est l'économique, se mène aussi, grâce au secteur le plus avancé des ouvriers, une lutte idéologique pour maintenir l'unité des travailleurs, pour leur faire voir l'origine de leur condition d'exploitation et la solution définitive à cette condition. D'autre part, cette grève qui, au début, n'a qu'un caractère purement économique, peut en arriver à prendre un caractère surtout politique si les forces armées ou la police interviennent pour déloger les grévistes et briser les lignes de piquetage.

La campagne pour augmenter la production, jugée comme l'une des tâches les plus importantes du moment par le gouvernement de gauche au Chili, démontre bien l'interdépendance des trois types de lutte. Bien que se faisant au niveau économique, avec des objectifs économiques très clairs (élever la production), cette campagne a un rôle politique fondamental, celui d'empêcher la droite de créer un chaos économique dans le pays et d'enlever au gouvernement tout appui populaire : mais il n'y a pas que des éléments économiques et politiques dans cette campagne, il y a aussi des éléments de lutte idéologique : créer une conscience au sujet de la stratégie de la droite dans le secteur économique ; montrer que le travail dans le domaine social a un sens nouveau au service du peuple ; créer une attitude de vigilance révolutionnaire dans le secteur le plus large des travailleurs, celui du secteur privé, etc. Il n'y a donc pas de doute que l'aspect politique tient la plus grande importance dans cette lutte : c'est la lutte pour le pouvoir politique qui se joue fondamentalement dans cette bataille de la production.

Enfin, nous devons dire que la lutte des classes a pour objectif final, dans la société capitaliste, la destruction du système d'exploitation capitaliste, la destruction du système d'exploitation capitaliste en supprimant la propriété privée des moyens de production : ceci ne peut se produire sans que la classe ouvrière et ses alliés en arrivent à s'approprier le pouvoir politique. Le pouvoir politique est le seul moyen par lequel la classe ouvrière peut détruire les rapports de production capitalistes et imposer des rapports de production socialiste afin de construire une nouvelle société. Seule cette position de force peut

contrecarrer la résistance qu'oppose la bourgeoisie à cette transformation. Le développement de la lutte des classes prépare l'accès du prolétariat au pouvoir politique à travers chaque bataille, augmentant l'organisation et le niveau de conscience de la classe ouvrière en même temps qu'affaiblissant l'ennemi. À un moment déterminé, la lutte des classes prend un caractère spécifique et se concentre exclusivement au niveau politique, dans le but de la prise du pouvoir politique.

[6]

2. Les formes de la lutte des classes

[Retour à la table des matières](#)

Or, chacun de ces types de lutte, idéologique, politique, et économique peut prendre différentes formes : légales ou illégales, pacifiques ou violentes. Les grèves, par exemple, peuvent être légales ou illégales selon qu'elles se soumettent ou non à la législation du travail de notre pays. La même chose se produit pour les manifestations publiques : seules sont légales les manifestations qui ont un permis des autorités "compétentes".

À son tour, la lutte politique peut être menée de façon légale et pacifique, au travers un processus électoral, par exemple : elle peut aussi être violente si elle est menée par une insurrection armée, une guérilla urbaine ou rurale, une guerre populaire prolongée, etc.

Mais ces formes de lutte ne se rencontrent pas toujours de manière alternative. Ou légales, ou illégales, ou pacifiques, ou violentes, elles sont souvent liées et, durant un même processus, il est fréquent que l'on passe d'une forme à l'autre. Par exemple, une grève qui commence pacifiquement peut prendre le caractère d'une lutte violente si les patrons utilisent la force publique pour briser la grève.

Ceci dit, existe-t-il une forme de lutte meilleure que l'autre ? Pouvons-nous dire, par exemple, que la lutte pacifique est meilleure que la lutte armée ?

Le marxisme admet les formes de lutte les plus variées. Il ne repousse aucun plan, ni non plus n'en valorise un dans l'abstrait. Au contraire, il affirme que la meilleure forme de lutte est celle qui répond le mieux à la situation historique, concrète, vécue. On ne peut décider quel moyen de lutte utiliser sans examiner de façon détaillée la situation concrète dans laquelle se trouvent les masses, leur degré de développement, leur niveau de conscience, les points forts ou faibles de l'ennemi, etc. D'autre part, les masses elles-mêmes font naître de nouvelles formes de lutte ou de nouvelles tactiques de défense et d'attaque, en relation avec les nouvelles conjonctures politiques que le processus révolutionnaire fait apparaître dans son développement.

Le marxisme soutient, contre le volontarisme, qu'il est nécessaire d'apprendre de la pratique des masses, qu'on ne peut inventer des formules de lutte derrière un livre. Mais il soutient aussi, contre le spontanéisme, qu'il est nécessaire que les partis de la classe ouvrière organisent et dirigent la lutte des masses. Ce sont eux qui doivent déterminer, en étroit contact avec les masses, quelle est la forme de lutte qui doit tenir le rôle principal à chaque moment et de quelle façon doivent se subordonner à celle-ci les autres formes de lutte.

Dans le cas d'une invasion impérialiste, par exemple, la principale forme de lutte peut être la guerre de libération nationale. Les autres formes continuent à être employées, mais elles sont subordonnées à la principale. Ainsi, on planifie des grèves politiques sur le territoire conquis par l'ennemi, des manifestations d'appui à la lutte pour la libération nationale, des assauts terroristes sur les délégués du pays envahisseur, etc.

Au Chili, à un moment donné, la lutte électorale fut la principale forme de lutte ; mais ceci ne voulait pas dire que les autres formes de lutte devaient disparaître, qu'il ne fallait pas faire de grèves, de manifestations, etc. Au contraire, le succès électoral dépendait du degré de mobilisation qu'atteignait le peuple à travers ces différentes formes de lutte. Ce qui ne tenait pas dans ce contexte, c'était de réaliser des actes de violence et de terrorisme qui auraient servi de prétexte aux forces réactionnaires pour empêcher les élections.

Jusqu'ici, nous avons vu comment se fait la lutte des classes, ses différents types, ses formes, et comment ceci s'interrelie dans tout [7] processus politique. Avant de terminer, nous devons maintenant nous

poser une dernière question : dans tout processus politique, la lutte directe et frontale entre les classes antagonistes est-elle l'élément fondamental ? En d'autres mots, le prolétariat peut-il s'allier, par exemple, avec la bourgeoisie d'un pays déterminé, ou avec certains secteurs de sa bourgeoisie, contre un ennemi plus important, considérant comme secondaires, en ce moment, les contradictions qui existent entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ?

L'expérience historique des mouvements révolutionnaires d'autres pays nous enseigne que ce furent ces alliances qui ont permis des victoires à des étapes déterminées du processus politique. Ainsi, en Chine, se forma un front uni avec la bourgeoisie nationale contre l'envahisseur japonais. À Cuba, il se passa quelque chose de similaire : dans le processus révolutionnaire qui mit Batista en déroute, tout le peuple, incluant de larges secteurs de la bourgeoisie, appuya la lutte commencée par Fidel contre ce dictateur.

En ce moment, c'est aussi le cas du Québec, en ce sens que la contradiction principale n'est pas celle entre le prolétariat et la bourgeoisie en général, mais plutôt celle qui existe entre le prolétariat et de larges secteurs de la population contre la bourgeoisie monopoliste canadienne et américaine.

Mais alors, les contradictions qui existent entre le prolétariat et la bourgeoisie disparaissent-elles ? La lutte entre ces classes perd-t-elle son sens ? Non, car les contradictions entre ces classes ont une cause réelle : l'exploitation d'une classe par l'autre qui doit disparaître pour que la lutte entre elles cesse d'exister. Ce qui se produit dans des conjonctures politiques données, c'est que les contradictions entre certaines classes viennent à occuper un rôle secondaire par rapport à la contradiction principale qui se crée face à un ennemi commun des deux. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat devient temporairement subordonnée à la lutte contre l'ennemi principal. Il ne faut cependant pas oublier que des alliances entre le prolétariat et certains secteurs de la bourgeoisie ne peuvent se faire sans l'existence d'une organisation ouvrière solide, sans l'existence d'un parti ouvrier qui puisse contrôler ces alliances et ne jamais perdre de vue l'objectif final de la classe ouvrière, la révolution socialiste. Au Québec, cette question est centrale si nous voulons voir clair dans les problèmes de la question nationale et du Parti Québécois.

Enfin, nous devons remarquer que la lutte des classes ne se termine pas quand les classes dominantes sont destituées du pouvoir par la classe dominée. Au contraire, elle s'intensifie en ces moments, car la classe vaincue entreprend une offensive, ouverte ou cachée, pour récupérer le pouvoir. Elle se sert de toutes les faiblesses, de toute baisse de la vigilance révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple en général.

La lutte des classes ne disparaît que lorsque le mouvement révolutionnaire a réussi à supprimer toutes les causes de l'exploitation qui firent naître des intérêts antagonistes entre les groupes de la société ; elle ne cesse que lorsque sont disparues les classes sociales.

[8]

3. Les classes sociales au Chili

NOTE

[Retour à la table des matières](#)

Cette partie constitue un début d'analyse concrète des classes sociales au Chili, dans un contexte de lutte des classes.

Dans les limites de notre travail et de nos moyens, il ne nous était évidemment pas possible d'entreprendre la même analyse pour le Québec. Elle doit en effet être le fruit d'un travail militant et collectif.

Nous tenons cependant à présenter cette partie parce que nous croyons qu'elle est un exemple pertinent d'application du cadre théorique présenté dans les deux premières parties de ce cahier.

En plus d'informer les militants sur plusieurs aspects importants de la situation actuelle au Chili, cette analyse en incitera certainement quelques-uns à approfondir et à mieux orienter les analyses déjà amorcées sur la lutte des classes au Québec.

Après avoir exposé tous les éléments théoriques nécessaires pour comprendre comment surgissent et quels sont les classes et les groupes sociaux fondamentaux d'une société capitaliste, nous pouvons

commencer l'analyse concrète et détaillée des classes et groupes sociaux au Chili.

Il est important d'éclaircir par cette analyse quelle est la position que peuvent prendre les différentes classes sociales, fractions de classe et groupes sociaux face au processus révolutionnaire que vit notre pays. Pour cela, il est nécessaire d'étudier quelles sont les contradictions d'intérêts présentes entre chacun des groupes de la société chilienne.

Une analyse détaillée des classes et groupes sociaux n'a d'autre sens que celui de nous aider à déterminer qui sont nos ennemis principaux, avec quelles classes et groupes sociaux nous pouvons compter, et quels groupes nous pouvons neutraliser dans l'étape actuelle du processus révolutionnaire. Pour cette raison, dans notre exposé, nous ferons ressortir les contradictions autant entre les classes et groupes sociaux qu'à l'intérieur de ceux-ci. Nous essaierons aussi de montrer comment le programme de L'Unité Populaire (UP) rend compte de la contradiction principale de cette étape et prétend regrouper la majeure partie du peuple contre ses ennemis fondamentaux.

Pour faciliter l'exposé, nous analyserons en premier les classes et groupes urbains, pour ensuite passer à l'analyse des classes sociales de la campagne. Comme nous l'avons vu dans le cahier no. 1, pour étudier une formation sociale concrète comme celle du Chili, nous devons faire des observations et des études précises sur notre réalité, lesquelles vont nous permettre de déterminer quels sont les rapports de production dominants dans notre société, quelles sont les classes sociales qu'ils déterminent, etc. Malheureusement, les études concrètes qui se réfèrent au problème des classes sociales dans notre pays sont rares et les sociologues, historiens, et économistes, qui ont étudié les groupes sociaux au Chili, ne se sont pas servi, en général, des instruments d'analyse marxistes. En conséquence, cet exposé sur les classes et groupes sociaux au Chili ne constitue qu'une ébauche de ce qui devrait être une étude à fond de ces problèmes.

[9]

I. Les classes et groupes sociaux urbains

A. Les classes sociales urbaines

1. La bourgeoisie urbaine

[Retour à la table des matières](#)

La première question est celle de savoir si la bourgeoisie de notre pays constitue un seul bloc inséparable ou si, à l'intérieur de cette classe, il existe des contradictions importantes qui nous permettent d'attaquer de façon séparée un secteur de celle-ci, tout en essayant de gagner ou, au moins, de neutraliser, les autres secteurs dans cette étape du processus.

Pour répondre à cette question, nous devons nous rappeler que le Chilien est arrivé à une très forte concentration économique. En 1970, il y avait environ 35,000 entreprises industrielles, contrôlées par environ 150 grandes entreprises monopolistes, lesquelles à leur tour étaient contrôlées par un nombre très réduit de Icans économiques : entre autres, les Edwards, Matte Larrain, Piranas, etc. Ces messieurs ne contrôlaient pas seulement les entreprises industrielles, mais aussi les entreprises de distribution, les banques, les compagnies d'assurances, la radio, les journaux, etc. D'autre part, leurs entreprises étaient contrôlées dans une proportion de 40% par le capital étranger, surtout nord-américain. De plus, ces personnes étaient souvent propriétaires de grands domaines terriens.

Or, que signifiait en pratique ce contrôle exercé par un petit nombre de capitalistes sur la masse de ceux-ci ? De fait, ces capitalistes monopolistes fixaient selon leur caprice le prix des produits, faisaient du tort aux petites et moyennes entreprises, obligées d'acheter les matières premières à des prix plus élevés ; ils exigeaient d'elles la livraison des produits qui leur étaient nécessaires à des prix qui leur convenaient ; ils fixaient la qualité des produits et les délais de livraison ; ils leur restreignaient le crédit ; ils accaparaient une très grande partie du crédit de

l'État, laissant sans crédit les petits et moyens industriels qui en ont le plus besoin. Entre les grands capitalistes et les petits et moyens capitalistes se créaient donc des intérêts contradictoires.

Le programme de l'UP tint compte de ces intérêts contradictoires et se proposa de concentrer ses forces contre le capital monopoliste, essayant de gagner ou, au moins, de neutraliser le reste des capitalistes.

À l'intérieur de la classe capitaliste chilienne, nous distinguons donc les secteurs suivants : les capitalistes monopolistes, la grande bourgeoisie non monopoliste et les petits et moyens capitalistes.

*a) Les capitalistes monopolistes
ou grande bourgeoisie monopoliste*

Comme nous l'avons vu, ils sont une infime minorité ; mais ils sont les propriétaires des entreprises les plus importantes du pays, lesquelles contrôlent le reste des entreprises de la branche en plus des banques, des compagnies d'assurances et des entreprises de distribution. De plus, plusieurs sont propriétaires de grands domaines terriens. Dans leurs affaires, tous dépendent étroitement de la bourgeoisie étrangère, surtout nord-américaine. Pour cette raison, les intérêts de ce secteur de la bourgeoisie chilienne sont liés aux intérêts de la bourgeoisie impérialiste internationale. Ces capitalistes sont capables de vendre la patrie pour sauver leurs poches.

Ce secteur de la bourgeoisie qui s'est déclaré le grand défenseur de l'État et du Droit, est cependant disposé à passer par dessus la légalité qu'il a lui-même instauré, si cela lui permet de reprendre le gouvernement. [10] Les représentants de ce secteur sont ceux qui prônent la sédition dans le pays.

Pour ces raisons, la bourgeoisie monopoliste, avec les impérialistes et les grands propriétaires terriens, sont les principaux ennemis de la classe ouvrière et du peuple en général, et les principaux bénéficiaires du régime capitaliste qui a régné dans notre pays. L'UP a proposé que les entreprises, banques, etc. de ce secteur de la bourgeoisie deviennent propriété du peuple à travers l'État. Ceci permet de créer, avec les entreprises de l'État déjà existantes, un domaine social de l'économie. Par celui-ci, il sera possible d'établir de nouveaux rapports entre les

travailleurs et ceux qui dirigent le processus économique. Il sera aussi possible de planifier le développement économique du pays en fonction des intérêts de tout le peuple.

b) La grande bourgeoisie non monopoliste

Nous appellerons grande bourgeoisie non monopoliste le secteur de la bourgeoisie qui est propriétaire des grandes et modernes entreprises industrielles et commerciales qui n'appartiennent pas au secteur monopoliste et qui, en général, produisent et distribuent des biens de consommation. Ce secteur de la bourgeoisie est souvent lié aux grands monopoles et au capital étranger. Il en résulte que c'est un groupe social qui pourrait difficilement s'allier avec le prolétariat, bien que par certains moyens, comme l'entreprise mixte, il pourrait être neutralisé. Ici, on inclut les entreprises à grand volume de production dotées d'une technologie développée et d'une haute rentabilité. Ce secteur est surtout représenté par le groupe Frei de la Démocratie Chilienne, par le Parti National et la Démocratie Radicale.

c) Les petits et moyens capitalistes

Ce sont de petits et moyens entrepreneurs de l'industrie et du commerce. Leurs entreprises se caractérisent en général par une technologie un peu en retard, bien qu'il en existe un petit nombre dotées d'une technologie très moderne. Ils n'emploient communément qu'une petite quantité de main-d'oeuvre salariée et, surtout pour les plus petites entreprises, le propriétaire et sa famille y travaillent.

Sauf quelques exceptions, ce secteur de la bourgeoisie est celui qui supporte le plus durement le poids des monopoles dans le secteur de l'entreprise. Ceux-ci ne leur concèdent pas de crédit, leur imposent des prix élevés, augmentant le coût des moyens de production qui leur sont nécessaires, restreignent arbitrairement le marché, et quand cela leur convient, les éliminent tout simplement.

Ces capitalistes moyens et petits ont donc des intérêts contradictoires avec ceux de la grande bourgeoisie monopoliste et peuvent alors

s'allier avec le prolétariat dans la lutte contre l'ennemi principal, surtout si on réalise une politique économique correcte à leur égard : crédits, franchise de taxes, augmentation de la demande de leurs produits grâce à la politique salariale, sécurité dans l'obtention des matières premières, etc. Mais pour que le gouvernement puisse mettre en pratique cette politique économique, il est fondamental qu'il puisse exproprier la majorité des monopoles qui constituent le plus grand frein à cette politique.

Actuellement, les petits et moyens industriels de quelques branches de la production sont en situation critique et tendent à s'opposer au gouvernement.

En général, ce secteur du capitalisme se caractérise par un grand manque de confiance à l'égard du socialisme, mais il pourrait être gagné ou neutralisé à court terme si s'appliquent efficacement les mesures économiques proposées par le programme de l'UP. Nous avons une démonstration de ceci avec les récentes déclarations de l'Association des Petites et Moyennes Entreprises Chiliennes, qui regroupe un nombre important des représentants de ce secteur et qui appuie l'UP, se disant partisane de la façon dont ce gouvernement a posé le problème des trois domaines de la propriété. Plusieurs de ces entrepreneurs trouvent leur expression politique dans le PDC, le PR, le PSD, TAPI et le MR!!.

[11]

La grande bourgeoisie monopoliste et non monopoliste constitue un groupe très minoritaire qui, cependant, emploie près de la moitié de la force de travail industrielle de tout le pays et qui possède plus de la moitié du capital industriel total. Selon une étude de CORFO (1966), les grandes entreprises industrielles constituent 3% du total des entreprises au pays. Signalons quelle use comme critère de définition de la grande entreprise le nombre d'ouvriers qui y travaillent, critère qui, se limitant à cette seule caractéristique, ne nous donne qu'une idée approximative du nombre d'industries de ce secteur. En échange, les petits et moyens industriels, hautement majoritaires à l'intérieur de la bourgeoisie, n'emploient qu'un peu plus de la moitié de la force de travail et possèdent moins de la moitié du capital industriel. La même source que tout à l'heure nous fournit les chiffres suivants pour éclairer la relation entre l'envergure de l'entreprise, la main-d'oeuvre employée et le capital possédé : la grande industrie (plus de 200 travailleurs) ne constituant que 3% du nombre des entreprises, emplois 44% de la force

de travail et possède 58% du capital total. La moyenne et la petite entreprise (moins de 200 travailleurs) constituent 97% des industries, n'emploient seulement que 56% de la force de travail et ne possèdent que 42% du capital total.

2) La petite bourgeoisie urbaine

Elle est formée par les propriétaires de petites industries artisanales, de magasins et de négoce. Ils travaillent eux-mêmes, avec leurs propres moyens de production, vendant eux-mêmes leur produit sur le marché. Comme il s'agit d'un groupe en voie de disparition, nous devons y distinguer au moins trois sous-groupes.

Le premier sous-groupe est formé par ceux qui réussissent à obtenir un certain excédent de leur petite industrie artisanale et qui, en conséquence, peuvent engager un nombre très limité de salariés en plus de leur famille. (Ces travailleurs engagés par ce sous-groupe ne produisent pas de plus-value, à la différence des travailleurs engagés par les capitalistes). Ce sous-groupe comprend une part importante des industries artisanales du pays. Les petits commerçants appartiennent aussi à ce sous-groupe.

Le second sous-groupe est formé par ceux qui ne travaillent que pour leur subsistance, ne réussissant à produire aucun excédent et ne pouvant pas non plus engager de main-d'oeuvre salariée.

Le troisième sous-groupe est formé par tous ceux qui ne réussissent pas à combler leurs besoins par leur travail individuel et qui, ainsi, se transforment en masses semi-prolétaires. Il s'agit d'un groupe qui présente souvent une oisiveté déguisée : c'est le cas de plusieurs vendeurs ambulants, des gens de foire, etc.

La petite bourgeoisie urbaine, par son caractère même de classe, est un groupe social instable qui oscille entre les positions du prolétariat et celles de la bourgeoisie, pouvant s'identifier à l'une ou l'autre classe selon les circonstances. Si le processus révolutionnaire avance, si les positions de la gauche se renforcent en même temps que s'affaiblissent celles de la droite, ce secteur aura tendance à se situer du côté du prolétariat. Mais au contraire, si l'UP perd de sa force, si elle manifeste des signes de faiblesse, ces secteurs pencheront vers la droite. Pour

toutes ces raisons, ce secteur doit être le principal allié du prolétariat, tel que le proclame la ligne politique de l'UP.

3) Le prolétariat urbain et minier

Le prolétariat chilien est la force motrice fondamentale du processus révolutionnaire que vit notre pays. Au travers une longue histoire de lutte dures et énergiques, où souvent le sang ouvrier a coulé, il a atteint un haut degré d'organisation et de conscience de classe. Pourtant, ce n'est pas une classe homogène ; il y existe des niveaux différents d'organisation, de combativité, de conscience.

[12]

Les travailleurs du salpêtre et du charbon, par exemple, constituent les secteurs de meilleure tradition de lutte. Ils ont connu leurs premiers affrontements contre la bourgeoisie à l'époque des grandes grèves à la fin du siècle passé. Ils supportèrent, les uns après les autres, les massacres ordonnés par la classe dominante. Mais malgré leur combativité, ces secteurs n'ont pas réussi à améliorer de façon significative leurs conditions de travail et de vie. Dans le cas du salpêtre, ceci s'explique en grande partie par la diminution de la demande de ce minerai avec l'apparition du salpêtre synthétique ; ce fait a obligé une part importante de ces ouvriers à émigrer vers d'autres centres industriels, laissant dans des conditions de vie absurdes ceux qui n'ont pu le faire. Dans le cas du charbon, l'explication se situe mieux dans la faible productivité de nos mines. La situation d'extrême exploitation et le degré d'organisation et de conscience politique atteint par ce secteur du prolétariat l'ont fait se placer à la tête des luttes sociales menées au Chili. Il n'est pas étrange, alors, que ce soit justement ce secteur qui ait le mieux répondu à la politique économique du gouvernement quand ces entreprises sont passées au domaine social.

La situation des travailleurs du cuivre n'est pas le même. Eux aussi ont atteint un haut degré d'organisation et de combativité. Grâce à ce fait et à la haute productivité de ces entreprises, ils réussirent à arracher aux compagnies nord-américaines des salaires plus élevés que ceux du reste des travailleurs chiliens (ce fait n'est pas indépendant de la politique de ces compagnies pour s'assurer une main-d'oeuvre stable), mais

dans des conditions de travail et de vie très dures. Le travail des partis révolutionnaires à l'intérieur de ce secteur de la classe ouvrière a réussi à annuler dans une grande mesure l'influence idéologique à laquelle l'a soumis l'impérialisme nord-américain, qui s'efforçait de faire dévier ses luttes vers des objectifs uniquement économiques. Un exemple de lutte qui dépasse cette influence est la grève réalisée sous le gouvernement de Frei contre les Conventions du Cuivre. Cependant, nous devons reconnaître qu'il reste encore des traces d'économisme dont le PDC et le PN tentent de profiter pour lever ces travailleurs contre le gouvernement de l'UP. Mais elles seront abolies grâce à un travail patient et fraternel des camarades plus conscients dans les secteurs où demeurent encore des influences étrangères à la classe ouvrière.

Relié à ces secteurs, qui sont les plus vieux et les mieux organisés de la classe ouvrière, a surgi dans les dernières décades le prolétariat des grandes entreprises monopolistes et étatiques. Ceux-ci ont aussi réussi, par de dures luttes, à mettre sur pied de fortes organisations syndicales. Ceci, lié au haut degré de productivité de leurs entreprises, leur a permis d'obtenir une augmentation considérable des salaires et de nombreuses garanties.

En plus de ces secteurs, nous rencontrons les ouvriers des petites et moyennes entreprises capitalistes. Ils constituent un groupe important du prolétariat chilien. Ils n'ont pas toujours réussi à se syndiquer parce que la loi exige un minimum de 25 ouvriers pour former un syndicat dans une entreprise et parce qu'elle empêche la syndicalisation par branche de production. À cause de leur bas niveau d'organisation, ces travailleurs sont peu politisés et leur conscience de classe, en général, est moindre que celle du reste de travailleurs au pays. Or, la meilleure façon de réduire les faiblesses de ce secteur du prolétariat, important par le nombre, c'est d'obtenir la formation de syndicats uniques par branche de production. Ceci permet même aux ouvriers qui travaillent dans des entreprises de moins de 25 employés de s'organiser et de se mettre en contact avec les secteurs les plus avancés de leur classe.

La majeure partie du prolétariat urbain appuie le programme de l'UP, mais il existe encore certains secteurs qui sont toujours sous l'influence idéologique des partis de droite et qui doivent être gagnés aux rangs de l'UP. L'un des groupes les plus vacillants est celui des "employés", division qui, comme nous l'avons vu auparavant, a été [13] introduite par la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière. (Le

programme de l'UP prétend supprimer les distinctions entre employés et ouvriers, établissant pour les deux la qualité commune de travailleurs et essayant d'étendre le droit de se syndiquer à tous ceux qui ne l'ont pas encore.) Plusieurs ouvriers spécialisés ont été élevés de façon arbitraire à la qualité d'employés pour les séparer du reste de leurs camarades. La législation du travail encourage la formation de syndicats d'ouvriers et d'employés divisés. Dans ce secteur du prolétariat les idées bourgeoises pénètrent facilement, alors que chez les employés des espérances d'ascension sociale apparaissent. Le bas niveau de conscience politique et d'organisation de ce secteur se traduit par des positions vacillantes face au processus de changement que vit notre pays. Mais, petit à petit, il prend conscience de sa véritable situation de classe et il comprend qu'il n'a rien à craindre de ce processus, mais au contraire, tout à gagner.

En résumé, nous pouvons dire que, malgré les efforts de la classe dominante pour tendre des pièges à l'organisation et à la formation de la classe ouvrière, et malgré certaines déviations économiques dans le contenu de ses luttes, celle-ci a réalisé un haut degré d'organisation, de conscience et de combativité ; celui-ci s'exprime par l'existence d'une forte Centrale Unique des Travailleurs, qui tous les jours se renforce, et par l'existence d'un gouvernement qui a triomphé dans une grande mesure grâce à l'appui des travailleurs, surtout ceux des grands centres miniers et industriels.

B. Les groupes sociaux urbains

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons déjà vu, toute la population d'un pays ne peut être comprise à l'intérieur de l'une ou l'autre des classes sociales existantes. En plus de celles-ci, il existe différents groupes sociaux qui ne sont pas directement liés à la production de biens matériels, mais qui accomplissent des tâches au niveau de la superstructure. Il y a aussi des groupes sociaux qui, tout en étant liés à la production, ne constituent pas des classes sociales parce qu'ils occupent des positions intermédiaires entre les deux classes antagonistes ; c'est le cas des administrateurs et des superviseurs dans les entreprises capitalistes.

Dans ce cahier, nous nous limiterons à analyser les groupes sociaux les plus significatifs dans le processus révolutionnaire que nous vivons. Les forces armées font partie de l'un de ces groupes. Mais étant donné le rôle historique fondamental que détient ce groupe et aussi, à cause de sa complexité, nous dédierons un cahier d'éducation populaire exclusivement à son étude, évitant ici le piège d'une analyse superficielle.

1. Les employés de l'État

Il faut distinguer entre la haute bureaucratie étatique (les employés de haut rang qui dirigent l'appareil de l'État) et les fonctionnaires de niveau moyen qui exécutent les politiques émanant des niveaux supérieurs.

a) La haute bureaucratie étatique

Ce sont les employés de plus haut rang qui dirigent l'appareil de l'État. Il s'agit des ministres, des chefs de service, des magistrats des tribunaux supérieurs, etc. Ce groupe social reçoit son mandat directement de la classe au pouvoir et s'identifie à ses intérêts. C'est un groupe qui change constamment étant donné les incidents continuels qui se produisent dans la lutte pour le pouvoir. C'est ainsi que la lutte entre les différentes fractions de la classe dominante s'est reflétée dans la [14] constante rotation de la haute bureaucratie étatique ; elle change partiellement ou totalement à chaque fois qu'un nouveau gouvernement est élu au pays. Dans une situation de transition comme celle de notre pays, où seulement une partie de l'appareil étatique est aux mains du gouvernement populaire, il y a d'importantes contradictions entre les différents secteurs de la bureaucratie étatique : par exemple, les conflits entre le législatif et l'exécutif, entre l'exécutif et la cour suprême, etc.

b) Les fonctionnaires de niveau moyen

Ce sont les fonctionnaires qui travaillent dans les différents départements de l'appareil de l'État, exécutant les ordres et réalisant les politiques qui émanent des niveaux directifs supérieurs auxquels ils sont subordonnés. Ce groupe est constitué majoritairement par les employés de l'administration publique et par les fonctionnaires qui exercent un travail dans les institutions et organismes dépendant directement ou indirectement du pouvoir exécutif.

On y rencontre d'abord les personnes qui travaillent dans des organismes à vocation principalement politique, comme, par exemple, ceux qui dépendent du ministère de l'intérieur : municipalités, intendances, services d'enquêtes, etc. ; du ministère des affaires étrangères ; du ministère de la défense nationale ; du ministère de la justice ; etc. En deuxième lieu, ceux qui accomplissent des fonctions principalement administratives de l'État, comme les fonctionnaires dépendant du ministère du travail et des prévisions sociales, du ministère des finances (impôts, trésorerie, douane, budget, etc.) du ministère de l'éducation, du ministère de la santé publique, etc. Avec l'expansion du capitalisme, se sont ajoutés à ces derniers des employés qui accomplissent des fonctions technico-administratives dans les appareils de l'État reliés à la production, tels que les organismes dépendant du ministère de l'économie, du ministère des mines, et du ministère des travaux publics et communications.

Traditionnellement, dans notre pays, l'administration publique a été un excellent moyen pour maintenir une clientèle politique stable. Durant le gouvernement de Frei, un grand nombre de démocrates-chrétiens commencèrent à occuper des charges publiques, remplaçant ainsi dans ce secteur le Parti Radical anciennement très fort, et renforçant leur position par l'adoption de la loi sur l'inamovibilité des fonctionnaires dans les derniers temps du gouvernement démocrate-chrétien. Il n'est donc pas étrange que le PDC ait remporté quelques succès dans les syndicats de ce secteur. Mais dans la mesure où se renforce le processus révolutionnaire et où il apparaît irréversible, dans la mesure où s'intensifient les contradictions internes du PDC, dans la mesure où des mécanismes s'établissent et font naître une nouvelle conception du rôle de fonctionnaire en donnant du prestige au travail de ces serviteurs publics, une partie toujours plus grande de ces travailleurs se joindra aux rangs de l'UP.

2. La petite bourgeoisie intellectuelle

Ce groupe social est formé par tous les individus qui sont en relation avec les appareils idéologiques de l'État, tels que les écoles, les lycées, les universités, les églises, les arts, les communications de masse, etc. Ce sont les professeurs, le clergé, les écrivains, les artistes, les journalistes, et en général, tous les professionnels.

Bien que ce groupe ne constitue pas une classe sociale, n'étant pas lié de façon directe à la production de biens matériels, on l'a traditionnellement appelé petite bourgeoisie parce que son style de travail est similaire à celui de cette classe sociale. Il s'agit d'un travailleur individuel dont la personne a le contrôle total du travail, décidant quand, comment et où elle le réalisera. Ce fait, plus des conditions de vie semblables à celles de cette classe sociale, les inclinent à adopter des positions de classes sociales petites-bourgeoises, caractérisées par l'instabilité, par la tendance à osciller entre des positions révolutionnaires et des positions réactionnaires, par des essais [15] fréquents de concilier les deux en une position intermédiaire qui, finalement, ne favorise que les positions réactionnaires. C'est le cas du secteur des démocrates-chrétiens honnêtes qui finissent toujours par servir les intérêts les plus réactionnaires de leur parti et de leur pays.

À l'intérieur de la petite-bourgeoisie intellectuelle, nous rencontrons des représentants des différents intérêts des différentes classes sociales. L'important est de déterminer vers quelle position de classe s'oriente la majorité de celle-ci. Au Chili, les secteurs des professeurs du primaire et du secondaire et ceux des écrivains et des artistes sont en grande majorité des gens de la gauche. La même situation ne se rencontre pas chez les professionnels qui constituent le secteur le mieux payé de ce groupe social et qui, majoritairement, défendent encore des positions réactionnaires. Enfin, à l'intérieur de la petite bourgeoisie intellectuelle, il est nécessaire de considérer les étudiants.

La lutte pour amener ces secteurs à appuyer le programme de l'UP est difficile et se mène surtout sur le plan idéologique. Dans la mesure où se renforce le processus révolutionnaire, dans la mesure où l'UP se sert de façon plus efficace de ses instruments de lutte idéologique, dans la mesure où s'ouvrent à ces secteurs des possibilités de travail plus attrayant, dans la mesure où seront corrigées une série d'erreurs

commises par l'UP dans la conduite politique de ce processus, ces secteurs se joindront à l'UP.

3. Les administrateurs et superviseurs des entreprises

Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce cahier, malgré sa condition de salarié, ce secteur ne peut être inclus dans la classe ouvrière parce que ses fonctions techniques à l'intérieur de l'entreprise capitaliste (coordination et contrôle du processus de production) ont pour objectif primordial l'exploitation plus efficace des travailleurs. Par leurs fonctions techniques ils réalisent une fonction capitaliste : ils sont les gardiens du capital et, ainsi, tendent à adopter les positions bourgeoises.

Or, à l'intérieur de ce groupe, il est important de distinguer entre le secteur que nous appellerons "haute bureaucratie d'entreprise", formé par les gérants et les superviseurs qui, sans aucun doute, ont des positions de classe bourgeoise, et le secteur des cadres moyens, formés par les chefs de section ou d'atelier, contremaîtres, etc. Ces derniers sont forcés d'accomplir des fonctions capitalistes : mais si la situation change, si, par exemple, l'entreprise passe au domaine social en éliminant le patron capitaliste, ils peuvent en arriver à adopter des positions révolutionnaires.

la droite et le PDC font d'énormes efforts pour gagner ces secteurs à leurs positions réactionnaires, ce qui nuirait énormément au développement du domaine social. Pour cette raison, les travailleurs doivent développer une politique correcte face à ces secteurs. Ils doivent s'efforcer de les gagner à leurs positions, de leur faire voir que, la situation étant maintenant changée, il est nécessaire de changer d'attitude. Ces secteurs doivent collaborer avec le reste des travailleurs pour organiser, réaliser et surveiller la production de telle sorte que le bénéfice à tout le peuple. Dans la mesure où se consolidera le processus, il est probable que ces secteurs passeront dans les rangs des forces révolutionnaires. Mais si le processus tend à se stabiliser et si la possibilité de retourner en arrière est entrevue, ces secteurs seront les premiers à collaborer avec la droite, assurant ainsi leur avenir.

II. Les classes sociales rurales

1. La grande bourgeoisie agraire

[Retour à la table des matières](#)

La grande bourgeoisie agraire est composée par les propriétaires ou fermiers de grandes pièces de terre qui engagent de la main-d'oeuvre pour y travailler.

À l'intérieur de ce secteur, nous devons distinguer entre les grands propriétaires terriens de la Vallée Centrale et les grands agriculteurs du sud du pays. Le premier secteur est le plus vieux. À ce secteur ont appartenu les familles les plus aristocrates du pays, lesquelles ont détenu le pouvoir politique durant plusieurs années. Ce secteur exploita la terre dans des conditions semi-serviles, concédant des parcelles de terre aux fermiers pour obtenir en échange du travail gratuit sur ses grandes terres, exploitant de façon extrême les travailleurs et camouflant cette exploitation sous des formes très paternalistes. Le plus souvent, ces propriétaires terriens ne vivaient pas sur leurs domaines.

Ce secteur possédait la majeure partie des terres cultivables du pays et s'en servait en fonction de ses propres intérêts, empêchant la production agricole de satisfaire les besoins alimentaires du pays. Une partie importante de ces terres demeuraient inexploitées ou étaient cultivées dans de mauvaises conditions.

Actuellement, il y a plusieurs opinions au sujet de la classification de ce secteur : tandis que certains affirment qu'il s'agit toujours d'un secteur où se retrouvent d'importantes caractéristiques de rapports de production féodaux, d'autres soutiennent que la pénétration du capitalisme dans les campagnes a été d'une telle intensité qu'on ne peut parler d'un secteur semi-servile, mais qu'au contraire, il s'agit d'un secteur capitaliste, d'une bourgeoisie agraire étroitement liée à la bourgeoisie industrielle monopoliste. Le fait que le locataire ne travaille plus avec ses propres instruments, mais avec ceux du patron (semeuses, récolteuses, batteuses, etc.) constitue un argument important en faveur de cette dernière opinion. Déplus, la majeure partie du revenu du travailleur est maintenant constituée sous forme de salaire en argent ; la

parcelle de terre concédée par le patron est tellement réduite que le fermier ne peut plus vivre des fruits de son jardin.

Les grands agriculteurs du sud du pays ont des caractéristiques très différentes. Ils apparaissent plusieurs années après la colonisation de l'Araucanie. Plusieurs de ces colons sont d'origine étrangère. Et s'ils ont exploité les paysans et s'ils leur ont enlevé leurs terres, en général, ils vivent et travaillent tout de même sur leur terre.

Pour une série de raisons que nous ne pouvons analyser ici, le PDC a établi la nécessité de faire une réforme agraire pour en finir avec les grands domaines dans notre pays. Il se proposa d'exproprier tous les domaines de plus de 80 hectares ; les partis socialistes et communistes soutinrent que la limite maximum de terre ne devait pas dépasser 40 hectares. Le processus de réforme agraire réalisé par le gouvernement de Frei est cependant demeuré à mi-chemin. Par contre, le gouvernement de l'UP a réalisé en une seule année plus d'expropriations que toutes celles du gouvernement antérieur.

Le programme de l'UP prétend exproprier tous les domaines qui tombent sous la loi de la réforme agraire du PDC, mais lutte aussi pour transformer cette loi parce qu'elle impose toute une série de limites importantes, l'empêchant d'être un instrument efficace de transformation.

[17]

Le secteur des grands propriétaires terriens constitue un des principaux ennemis du peuple en ce moment, et un des axes de la sédition dans le pays.

2. La moyenne bourgeoisie agraire

Elle est constituée par les propriétaires de terres occupées en permanence par de la main-d'oeuvre salariée, mais en petite quantité, ces terres n'étant pas suffisamment grandes pour donner du travail à plusieurs fermiers. Ils travaillent généralement leur terre avec leur famille et le sol est fréquemment, pour ce secteur, la seule source de revenus (ou du moins la principale).

Etant donné que leurs intérêts ne sont pas contraires au programme de l'UP, ils ont presque tous été gagnés en faveur de la politique vis-à-vis des grands domaines terriens. Comme ce secteur de la bourgeoisie ne fait pas partie des ennemis principaux dans le processus actuel, on doit exercer un effort maximum pour le neutraliser, évitant ainsi qu'il fasse front commun avec les secteurs de la grande bourgeoisie agraire.

3. La petite bourgeoisie agraire

Elle est formée par les petites propriétaires terriens qui travaillent eux-mêmes avec leur famille, qui usent de leurs propres instruments de production, et qui vendent leurs produits sur le marché. Ce groupe n'emploie qu'exceptionnellement de la main-d'oeuvre salariée. Comme il s'agit d'un groupe en voie de disparition, nous devons distinguer différents sous-groupes.

Au premier sous-groupe appartiennent ceux qui réussissent à obtenir un excédent en argent ou en produits, ceux qui en une année gagnent plus que le nécessaire à leur subsistance. Grâce à ce fait, ils peuvent accidentellement engager des travailleurs pour des tâches bien déterminées.

Au deuxième sous-groupe appartiennent ceux qui ne travaillent que pour leur subsistance, ne pouvant produire aucun excédent et ne pouvant engager de main-d'oeuvre.

Le troisième sous-groupe est formé par ceux qui ne réussissent pas à satisfaire leurs besoins de subsistance par leur travail sur la terre ; ils sont souvent forcés de vendre leur force de travail à d'autres cultivateurs des environs. Ce groupe constitue un semi-prolétariat rural.

La petite bourgeoisie rurale présente toutes les conditions objectives pour être gagnée à la cause du peuple ; de plus c'est le secteur qui peut appuyer de façon la plus décisive la cause du prolétariat. Si jusqu'à maintenant il ne l'a fait que partiellement, c'est que le gouvernement et les partis de l'UP n'ont pas su utiliser correctement tous les moyens que contient le programme pour favoriser ces secteurs.

4. Le prolétariat agricole

Le prolétariat agricole est une classe sociale beaucoup plus récente que le prolétariat industriel et minier. Durant plusieurs années, ses conditions de travail revêtaient un caractère beaucoup plus semi-servile que capitaliste. Mais depuis ces dernières années, cette situation a beaucoup changé. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que les rapports capitalistes de production dominant clairement dans la campagne chilienne. Pour ces raisons, le prolétariat agricole ne constitue pas une classe parfaitement homogène.

Nous devons d'abord faire des distinctions à l'intérieur du prolétariat comme tel, formé par les travailleurs du sol qui vendent leur force de travail contre un salaire. À l'intérieur de celui-ci, nous rencontrons les "*afuerinos*", qui vont de ferme en ferme pour offrir leur force de travail. Les "*afuerinos*" sont les travailleurs de la campagne qui sont dans les pires conditions de travail et qu'ils vivent dans des conditions très instables, sans lieu fixe où pouvoir s'établir.

Liés à ces secteurs, nous rencontrons les "*inquilinos*" qui, tout en vendant leur force de travail contre un salaire et tout en travaillant avec [18] les instruments et la machinerie du propriétaire de la ferme, conservent une parcelle de terre qu'ils cultivent avec leur famille et qui leur donne quelques fruits. Cette parcelle de terre les rattache à la ferme, leur donnant ainsi des aspirations à devenir de petits producteurs indépendants.

En général, le prolétariat agricole a confiance au gouvernement, surtout à son président ; mais, malgré cette confiance, il est très critique vis-à-vis la manière dont s'est faite la réforme agraire.

C'est le secteur le plus combatif de la campagne avec les "*mapuches*".

Les forces révolutionnaires et le gouvernement projettent d'orienter cette combativité à l'intérieur des plans de la réforme agraire. L'UP prétend impliquer ces secteurs pour qu'ils participent activement à la discussion et à l'application de ces plans. C'est au travers des Conseils de Fermiers Communaux que le prolétariat, uni au reste des fermiers de la commune, doit exercer sa participation dans ces Conseils. le prolétariat agricole doit maintenir sa propre organisation de classe : le syndicat.

5. Les « Asentados »

Les "*asentados*" sont les fermiers qui travaillent sur les terres qui ont déjà subi le processus de la réforme agraire. Etant donné la naissance récente de ce secteur et sa situation complexe, nous avons préféré le traiter comme un groupe social à part. En général, ils proviennent des anciens "*inquilinos*", c'est-à-dire, du secteur du prolétariat agricole qui détenait une parcelle de terre sur la ferme ou il travaillait. Bien que ses luttes contre les grands propriétaires terriens furent souvent aigues, le fait d'avoir possédé une parcelle de terre lui confère une base objective pour stimuler, à travers la politique du régime passé, des aspirations de petits producteurs indépendants ou de producteurs associés qui ne recherchent, fondamentalement, qu'à augmenter leurs revenus. Ces aspirations se virent frustrées, en grande partie, par le paternalisme des fonctionnaires de CORA durant le gouvernement de Frei.

Ce secteur est un terrain de lutte constante. La droite fait un grand effort pour se le gagner, semant la crainte de la dépossession des terres par les Centres de Réforme Agraire. Ce fait est absolument faux car ces centres ne veulent pas toucher au secteur déjà exproprié, à moins d'une demande spécifique des fermiers eux-mêmes. Ce secteur de la campagne sera gagné au processus si l'UP réussit à faire du bon travail avec lui, expliquant le sens de la réforme agraire et la façon dont il doit participer au processus.

[19]

**Cahier de formation 6-4
LA LUTTE DES CLASSES**

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Il résulte de cette analyse des classes sociales au Chili que les grands ennemis des changements initiés par le gouvernement de l'UP sont : les capitalistes monopolistes, l'impérialisme et les grands propriétaires terriens.

Pour sortir le Chili du sous-développement, pour supprimer la misère et l'angoisse économique de la majorité de la population, pour permettre à tous l'accès à l'éducation, à la santé, aux loisirs et à la culture, pour que les enfants d'aujourd'hui puisse connaître un futur sans la faim, sans égoïsme et sans exploitation, le programme de l'UP propose que le pouvoir économique et politique, dont nos ennemis se servaient pour s'enrichir au profit des travailleurs, passe maintenant aux mains de tout le peuple.

Font partie du peuple toutes les classes sociales, les fractions de classe et les secteurs des groupes sociaux qui bénéficient des mesures du programme de l'UP. C'est-à-dire, la majorité de la population du Chili, constituée par le prolétariat, la petite bourgeoisie, les petits et les moyens capitalistes, les fonctionnaires du niveau moyen, de larges secteurs de la petite bourgeoisie intellectuelle, les cadres moyens de la production, etc.

Les ennemis du peuple, bien qu'ils soient une minorité, constituent un groupe puissant qui ne se laisse pas enlever tranquillement ses privilèges. Sa défaite à l'élection présidentielle ne constitue pas une défaite définitive. Pour protéger ses intérêts et empêcher le peuple de construire une société sans classes privilégiées, il use de tout son pouvoir économique, politique, et idéologique. Pour détruire le gouvernement de l'UP, ce groupe ne recule devant rien. Il sera vaincu que grâce au peuple uni, organisé et combattit qui, appuyant le gouvernement de l'UP, avancera sans vaciller sur le chemin des transformations

profondes qui ont commencé à affaiblir les positions de l'ennemi et à intensifier son offensive réactionnaire. Ces secteurs du peuple, mobilisés pour la défense et le développement du processus, sont les forces motrices de la révolution, dont la tâche historique est de transformer chaque pas en avant du processus en une augmentation de son propre contrôle sur l'économie, les organismes de l'État et les appareils idéologiques de la société.

Parmi ces forces du peuple, se détache la classe ouvrière chilienne, qui fait avancer consciemment et résolument le processus, qui garantit les changements par son action et sa participation organisée, et qui se propose de mener jusqu'à ses conséquences ultimes le programme de l'UP. Son but n'est autre que de créer les conditions permettant la construction de la nouvelle société, où ni l'exploitation ni l'égoïsme n'existent, où règnent la collaboration et la solidarité entre les hommes.

[20]

Cahier de formation 6-4
LA LUTTE DES CLASSES

Questionnaire

[Retour à la table des matières](#)

1. Tout affrontement entre ouvriers et patrons doit-il être considéré lutte des classes ?
2. Qu'entendons-nous par lutte des classes ?
3. Qu'entendons-nous par lutte économique ? Donnez un exemple.
4. Qu'entendons-nous par lutte idéologique ? Donnez un exemple.
5. La classe ouvrière peut-elle subir des influences de l'idéologie bourgeoise ? Donnez un exemple.
6. Qu'entendons-nous par lutte politique ? Donnez un exemple.
7. Quel est le rôle du parti ouvrier dans la lutte des classes ?
8. Le prolétariat peut-il s'allier avec certains secteurs de la bourgeoisie ?

9. Ceci veut-il dire que les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie disparaissent ?
10. Quand disparaîtra la lutte des classes ?
11. Pourquoi la lutte des classes tend-elle à s'intensifier à l'étape de la construction du socialisme ?
12. De quoi devons-nous tenir compte pour faire une analyse des classes et des groupes sociaux du Québec dans le moment actuel ?

Fin du texte